

« Sans confondre antisionisme et antisémitisme, il y a une porosité entre les deux »

L'« Histoire politique de l'antisémitisme en France, De 1967 à nos jours », que vous avez codirigée, commence par la guerre des Six-Jours. Pourquoi cette date ?

Alexandre Bande : Quand nous avons été sollicités avec Pierre-Jérôme Biscarat et Rudy Reichstadt pour coordonner ce livre, ce moment de 1967 nous a paru évident. Après la Seconde Guerre mondiale, l'antisémitisme est discrédité en France, ce n'est plus un courant politique, même s'il connaît des réminiscences avec Pierre Poujade par exemple. Mais avec la guerre des Six-Jours, un conflit israélo-arabe très différent des précédents, il y a une césure au sein du monde occidental. Les Américains soutiennent toujours Israël, mais la France du général de Gaulle s'en détache et le bloc communiste en dénonce avec virulence l'attitude. Dans ce contexte, en France, se libèrent de nouvelles formes d'antisémitisme : un fond d'antijudaïsme chrétien resurgit, l'extrême droite (Duprat) développe un discours antisioniste et négationniste, la gauche communiste est touchée par la propagande antisémite dans le bloc de l'Est. Et on retrouve aussi un troisième vecteur, un antisionisme souvent teinté d'antisémitisme qui vient du monde arabomusulman.

D'emblée, ce nouvel antisémitisme est comme imbriqué avec la question d'Israël...

A. B. : Le lien entre l'antisémitisme et le sionisme est originel. Ce qu'on essaie de montrer c'est que

“

Alexandre Bande

Docteur en histoire, chercheur, professeur en classes préparatoires littéraires, à Sciences Po Saint-Germain en Laye, intervenant au Mémorial de la Shoah et à l'INSPE de Paris (1)

critiquer un État, condamner sa politique intérieure ou politique étrangère est tout à fait légitime. D'ailleurs les Israéliens ont largement critiqué les actions de leurs gouvernements dans l'histoire. Mais l'antisionisme, après 1948, est différent de cette critique : quand on critique le sionisme, on critique le droit même aux juifs de s'installer sur cette terre. Sans confondre antisionisme et antisémitisme, il y a une porosité évidente entre les deux. Historiquement, on constate que les antisionistes assumés utilisent souvent des concepts, des poncifs antisémites : le complot juif, le pouvoir de l'argent... Bien souvent dans les discours qui se veulent antisionistes, il y a une forme d'essentialisation : tous les juifs deviennent responsables, doivent payer pour ce que fait Israël.

Milo Lévy-Bruhl évoque les « tropes antisémites » que Jean-Luc Mélenchon diffuserait, de quoi s'agit-il ?

A. B. : On trouve dans plusieurs prises de parole de Jean-Luc Mélenchon des clichés antisémites : lorsqu'il évoque, comme en 2014, le fait qu'il ne croit pas « aux peuples supérieurs aux autres », ou lorsqu'il affirme que Jésus a été mis sur la croix par ses « propres compatriotes », reprenant le discours sur le peuple juif déicide. Ces exemples illustrent bien la perméabilité entre l'antisionisme affiché et des relents d'antisémitisme. Il n'y a plus en France de parti politique antisémite, mais dans une société démocratique qui a fait de l'antisémitisme un délit, on constate de temps en temps des réminiscences. Un des paramètres en est la situa-

tion au Proche-Orient. La détestation d'Israël finit par entraîner la haine des juifs. D'où l'importance des clés de lecture historiques que nous essayons de transmettre.

Vous rappelez qu'il y a en France le RN, qui a en héritage un antisémitisme qu'il n'aurait pas complètement renié...

A. B. : Valérie Igounet a écrit ce chapitre, pour expliquer aux lecteurs la très surprenante posture actuelle du RN dans son rapport à la communauté juive. Il se présente comme le rempart face à l'antisémitisme, en contradiction avec son histoire puisque parmi ses fondateurs on trouve des antisémites notoires. Encore aujourd'hui, la direction du RN a du mal à condamner cette histoire. Le parti a encore un fond d'antisémitisme : dans les instances dirigeantes, il reste des gens comme Bruno Gollnisch dont on connaît les liens avec la mouvance antisémite. Encore aujourd'hui, Jordan Bardella refuse de reconnaître que Jean-Marie Le Pen est antisémite. Depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti et la volonté du se rendre présidentielisable, il est certain que le parti a évolué, en tout cas officiellement. D'un autre côté, les sondages d'opinion montrent que les électeurs RN sont souvent plus antisémites que la moyenne des Français.

Le chapitre consacré à Eric Zemmour montre chez le polémiste une forme d'opportunisme à adresser des signaux à une extrême droite volontiers antisémite...

A. B. : Jean-Yves Camus s'intéresse en effet au paradoxe d'Éric

Zemmour, qui est le seul dirigeant juif d'un mouvement d'extrême droite en Europe, et qu'il est donc difficile de définir comme antisémite. Mais en même temps, par opportunisme, il essaie de prendre les voix de ceux qui ont les juifs en détestation. Comme ultranationaliste, il se permet d'attaquer le capitaine Dreyfus et de tendre une perche à un électoral traditionnel, attaché à l'image de l'armée. Sa reprise des thèses comme celle qui fait de Pétain le bouclier des juifs français s'inscrit aussi dans cette stratégie. S'il est difficile de dire que le mouvement de Zemmour est antisémite, dans ce mouvement il y a certains antisémites. Ce qui n'a pas empêché des électeurs juifs, attirés par son discours sur la menace étrangère, le « grand remplacement », de voter pour lui...

Un chapitre est même consacré à Emmanuel Macron... ce qui peut être surprenant au premier abord.

A. B. : En effet, on ne peut pas du tout soupçonner Emmanuel Macron d'antisémitisme. Sa position, sur la législation, dans la politique mémorielle, est très claire. Mais ça ne l'empêche pas de rendre hommage au Pétain de la Première Guerre ou, lorsqu'il cite Maurras, de susciter certaines critiques... Cela nous rappelle l'extrême complexité de la société française, du système politique français, dès lors que l'on aborde certaines figures comme celles de Céline ou de Maurras.

Recueilli par Théo Moy

(1) Histoire politique de l'antisémitisme en France. De 1967 à nos jours, Robert Laffont, 2024, 22 €.

la revue de la semaine

La culture en question

Qu'espère-t-on encore de la culture ?

En question n° 147, trimestriel, 10 €



Fondée dans les années 1980 en Belgique, la revue *En question* offre aujourd'hui un précieux espace de réflexion sur l'engagement des chrétiens dans la société. Elle se donne pour double vocation d'éclairer les questions qui traversent la société, et de nourrir la quête de sens de ses lecteurs. Elle traite, logiquement, d'écologie, de démocratie ou encore d'interculturalité. Autre spécificité, elle propose à la fois des réflexions intellectuelles et des reportages. Ainsi, l'éditorial du dernier numéro invite à la contemplation. Une contemplation « active et solidaire, afin de nourrir notre espérance et renouveler notre engagement au cœur du monde ».

Animée par une équipe de jeunes catholiques, *En question* est rattachée au Centre Avec, lieu d'étude et d'action sociale fondé par des jésuites

belges. Si elle traite de questions souvent larges, c'est toujours avec un angle original : « Peut-on encore vivre sans papiers ? », « Comment se faire un avis ? », « Peut-on encore partir en vacances ? »...

Pour son dernier numéro, la rédaction s'est demandé « Qu'espère-t-on encore de la culture ? » « L'art est le témoin de la beauté », avancent comme une première réponse la peintre Caroline Chariot-Dayez et le musicien Jean-Paul Dessy. Dans un long entretien, la chercheuse Justine Huppe répond de son côté à la question : « La littérature a-t-elle encore une valeur politique ? » Elle constate, dans la littérature contemporaine, une forme de crispation, « une pression à répondre à l'injonction de servir à quelque chose », loin du XIX^e siècle, où la littérature était justement

célébrée pour son inutilité. Là était « précisément sa beauté ». Justine Huppe regarde d'un œil soupçonneux la très répandue « littérature du réel » et ne croit pas que la littérature puisse « changer le monde », même si « un texte littéraire peut vraiment nous réarmer ! » Plus loin dans le dossier, la rédaction bruxelloise propose un voyage... à Bruxelles, pour « contredire l'impératif d'exotisme en matière de découverte culturelle ». Un cadre heureusement bien choisi, car Bruxelles est une ville « où l'on s'égare sans difficulté ». Nous voilà embarqués pour une balade à bicyclette, d'un estaminet squatté à leur époque par les surréalistes à une villa art déco. Autant d'objets de contemplation.

Théo Moy